

teurs qui entreposent convenablement le grain dans leurs fermes.

Il y a un autre problème qui se posera avec la venue du printemps, quand la Commission du blé aura produit ses chiffres définitifs en ce qui concerne le pool des grains pour 1968-1969: il est douteux qu'on effectuera un dernier paiement pour le blé à même le pool, malgré ce qu'affirme le député d'Assiniboia (M. Douglas), et ce sera la première fois qu'il en sera ainsi depuis la campagne agricole de 1940, 1941.

M. Douglas (Assiniboia): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député de Lisgar (M. Muir) donne à entendre que j'ai dit qu'il y aurait un dernier versement. Je n'ai rien dit de tel.

M. Muir (Lisgar): J'ai cru que le député donnait à entendre qu'il y aurait un dernier paiement. Le compte rendu montrera, je crois, que c'est ce qu'il a voulu dire. Le ministre d'État (M. Lang) chargé de la Commission du blé a abordé le sujet avec prudence l'autre jour, mais il a sûrement laissé l'impression qu'on avait raison, à son avis de supposer qu'il n'y aurait pas de dernier paiement. En outre, comme le paiement initial pour le blé n° 1 du Nord, à la tête des Grands Lacs, a été ramené de \$1.70 l'an dernier à \$1.50 pour la récolte en cours, cela réduit le revenu agricole à cette étape critique et impose une véritable privation aux cultivateurs qui ont été incapables d'atteindre leur quota à la fin de la dernière campagne à cause du manque d'espace.

Le fait que, comme l'a annoncé le directeur de la Société fédérale du Crédit agricole en Saskatchewan, les arriérés de paiements dans la province représentaient environ 20 p. 100 des prêts en souffrance par rapport à un chiffre normal inférieur à 1 p. 100 durant les 15 années précédentes, en dit long sur la situation dans les Prairies, sans parler du fait que certains négociants d'outillage agricole réussissent à peine à faire leurs frais, tandis que d'autres, faute de clients, ont déjà renoncé à ce commerce. Quand le manque de commandes se fera sentir dans l'Est, le problème ne sera plus simplement régional; il prendra une envergure nationale, ce que l'opposition a souvent tenté de signaler à un gouvernement qui ne veut rien entendre. Tous les chiffres connus semblent indiquer qu'une plus grande réduction des emblavures est souhaitable, mais jusqu'ici du moins, ni le gouvernement ni les commissions qu'il a nommées n'ont pu offrir d'autres moyens d'atteindre cet objectif sans entraîner de fâcheux excédents d'autres céréales.

Des objectifs à court terme comme engraisser un plus grand nombre de porcs ou des objectifs à long terme comme élever plus de bestiaux sont peut-être des moyens de

[M. Muir (Lisgar).]

répartir les risques ou, plus exactement, de diversifier les exploitations agricoles, mais ils n'aident en rien à résoudre le problème pressant du manque d'argent en espèces qui pourrait facilement devenir critique avant l'ensemencement. C'est le secteur que le gouvernement fédéral doit prendre en charge si l'agriculture doit rester une industrie viable et avant que des milliers de cultivateurs fassent faillite parce qu'ils sont incapables de vendre assez de leurs produits pour payer leurs dépenses. Je n'ai guère besoin de suggérer au gouvernement comment s'y prendre car il existe des quantités de précédents auxquels il pourrait se conformer pour aider l'industrie agricole. L'aide à la section industrielle dans différentes régions relève d'un programme permanent. Un exemple classique en est les subsides versés à l'industrie automobile aux termes de l'Accord sur l'automobile passé entre les États-Unis et le Canada et les paiements ultérieurs versés à cette industrie l'année dernière. Une somme comparable versée aux agriculteurs de l'Ouest sous forme de paiements à l'acre permettrait une relance indispensable, dont l'ensemble de la nation bénéficierait. Il est à espérer que le gouvernement va étudier sérieusement cette suggestion qui lui a déjà été soumise à plusieurs reprises par des membres de l'opposition; je compte que dans l'intervalle on fera l'impossible pour élargir les contingents afin de fournir les liquidités voulues.

Le ministre nous a informé de son prochain périple, au cours duquel il s'entretiendra de leurs problèmes avec nos cultivateurs et il invite les députés de l'opposition à participer à cette prétendue croisade. Monsieur l'Orateur, les cultivateurs de l'Ouest en ont pardessus la tête des entretiens des ministres, des députés et des commissions et ils attendent des actes des responsables du transport, de l'entreposage, de la répartition et de la vente de leur grain. Les dissertations gouvernementales, les discours pédants du ministre, les nouveaux retards ne peuvent décharger le gouvernement du devoir d'adopter des politiques qui permettront à l'agriculture de survivre au désastre.

• (8.40 p.m.)

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, lorsque le ministre d'État, député de Saskatoon-Humboldt (M. Lang) a participé au débat cet après-midi, nous avons entendu les mêmes paroles apaisantes qu'on nous sert des banquettes ministérielles depuis un an et demi et qui servent à masquer l'inaction du gouvernement fédéral ou son manque de mesures concrètes pour aider le cultivateur de l'Ouest à faire face à la crise actuelle. Il a invité les députés et les gens de l'Ouest à travailler de concert à relever le défi et trou-